

# BENIN

ELECTION PRESIDENTIELLE 12.04.2026

Point politico-sécuritaire et recommandations voyageurs

---

# Un scrutin décisif dans un contexte de fragilisation politico-sécuritaire

Le scrutin présidentiel du **12 avril** marquera une **nouvelle alternance** pour le Bénin, clôturant une période de gouvernance de 10 ans. La décision du président sortant, Patrice Talon, de ne pas se représenter à un 3<sup>e</sup> mandat – conformément à la Constitution –, a été largement perçue comme un signal positif en faveur du respect des normes démocratiques. La **solidité des institutions béninoises** (loyalisme des corps stratégiques et de la haute hiérarchie militaire, soutien des partenaires) a par ailleurs été confirmée par la **tentative de coup d'Etat avortée** menée par des officiers, en décembre 2025.

Si cette tentative de déstabilisation a mis en exergue les **fragilités internes** et régionales, les **élections législatives et locales de janvier 2026** ont été maintenues et se sont tenues dans le calme. Elles ont confirmé **l'ultradominance de la mouvance présidentielle**, dans la continuité du scrutin de 2019.

Sur le plan sécuritaire, la situation apparaît cependant fragilisée, avec une **dissémination de la menace terroriste** sur plusieurs fronts et un élargissement des zones d'exposition dans le nord du pays. Parallèlement, les tensions politiques persistent dans un contexte de rétrécissement perçu de l'espace démocratique. Les récentes **réformes constitutionnelles controversées** ont notamment conduit à un renforcement du pouvoir présidentiel, à un durcissement des conditions de participation au jeu électoral et à une marginalisation accrue de l'opposition.

Le scrutin intervient en outre dans **un contexte géopolitique tendu**, marqué notamment par des relations dégradées avec le Niger voisin, ainsi que par la multiplication des tentatives d'ingérence extérieure visant à fragiliser ou discréditer les gouvernances démocratiques des États du Golfe de Guinée.

---

# Des enjeux électoraux stratégiques

## Les enjeux politiques

Ce scrutin constitue un nouveau **test pour la résilience démocratique** du pays, dans un contexte de restriction du jeu électoral, limité à deux candidats à la suite de la révision constitutionnelle de 2025. **Le favori, Romuald Wadagni** — ministre de l'Économie et des Finances et successeur désigné de Patrice Talon (BR-UPR) — affrontera **Paul Hounkpè** (FCBE), ancien ministre sous la présidence de Thomas Boni Yayi et représentant d'une opposition dite « modérée ». La **transparence du scrutin et la participation électorale, en recul depuis 2019**, seront déterminants pour la légitimité et la représentativité du futur exécutif.

|| **L'avenir du principal parti d'opposition, Les Démocrates**, exclu du scrutin, fragilisé par des crises internes et sans élu à l'Assemblée, constitue un enjeu politique à moyen terme, alors que sa marginalisation prolongée pourrait alimenter un sentiment d'exclusion. Son électorat est courtisé par les deux candidats à l'occasion de cette échéance électorale, en l'absence de consigne de vote ou d'appel explicite au boycott.

## Les enjeux sécuritaires

La **situation sécuritaire électorale et le degré d'apaisement de l'élection** seront particulièrement scrutés alors que des **épisodes de contestation électorale violente localisée** ont déjà impacté le pays précédemment (2019, 2021). L'orientation de la **nouvelle politique sécuritaire présidentielle** pour éviter la contagion djihadiste et les impacts croissants sur les populations de l'Extrême-Nord ou encore les **relations avec l'institution militaire** béninoise et les **partenaires régionaux** s'avèreront également stratégiques. Au plan régional enfin, la continuité démocratique devrait rester un facteur de stabilisation régionale dans un contexte sécuritaire en dégradation et sera particulièrement observée, dans la continuité des dernières élections tenues en Côte d'Ivoire en 2025.

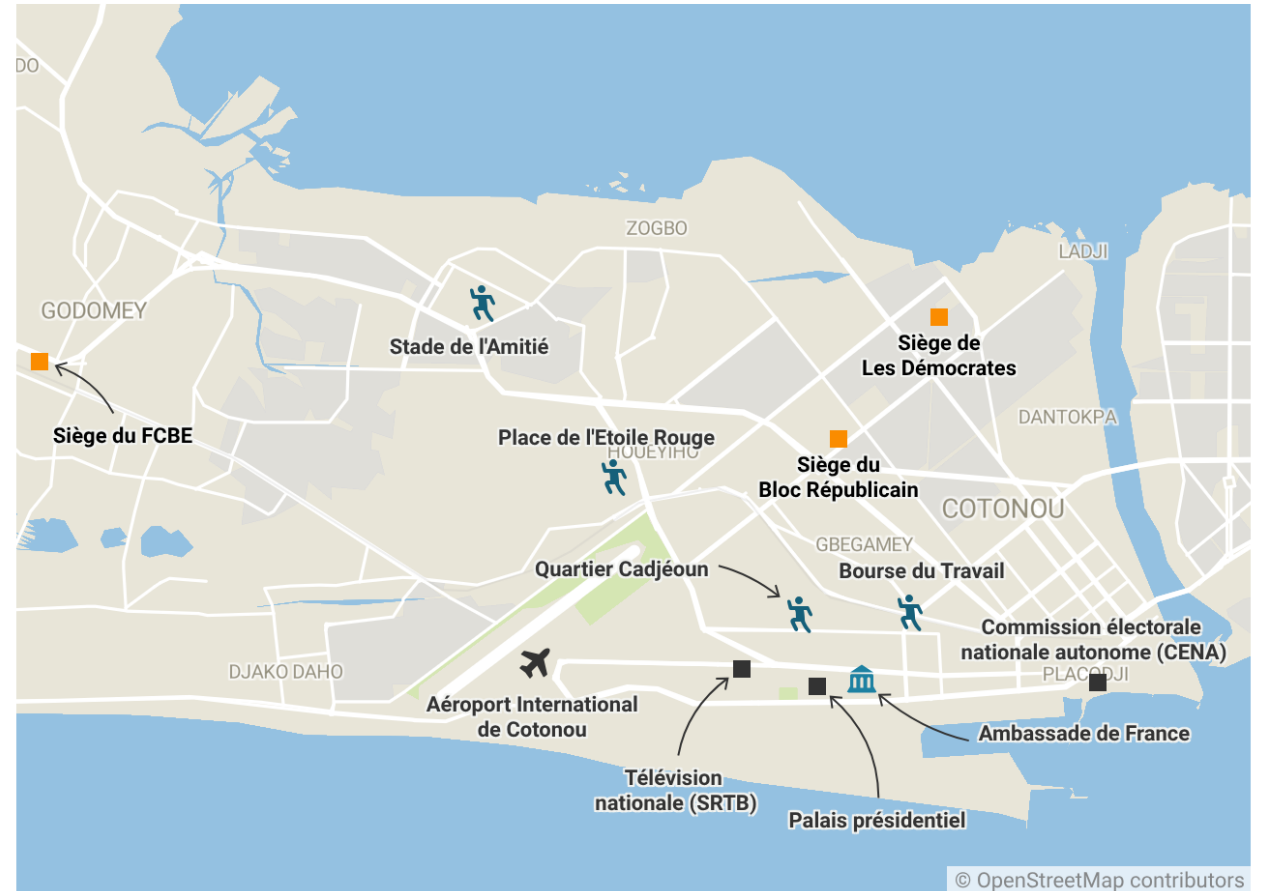
# Risques à anticiper

- Multiplication des campagnes de désinformation
- Intensification des rassemblements électoraux, avec risque de débordements localisés.
- Regain d'attaques djihadistes ou éventuelles tentatives de déstabilisation opportunistes
- Important renforcement sécuritaire, en particulier dans les centres urbains (restrictions de circulation aux abords des bâtiments sensibles, multiplication des contrôles, etc.)

# Recommandations

- Rester vigilant, suivre l'évolution de la situation et s'informer auprès de sources officielles et fiables
- Suivre les consignes des autorités locales et s'assurer de disposer de ses justificatifs d'identité lors des déplacements
- Eviter les rassemblements et abords des bâtiments sensibles en marge du scrutin et à l'annonce des résultats

## Cotonou - Election présidentielle : zones d'attention



Lieux traditionnels de manifestation



Sites sensibles



Siège de parti



Ambassade de France

Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper